



POLITIQUE

# Une sortie de l'Otan et de l'Union européenne à la carte

S.VDV.

C'est sans doute l'épine dans le pied du PTB. Et les adversaires l'ont compris, tentant à coups de motions dans certains conseils communaux de les mettre dans l'embarras. Le parti d'extrême gauche n'a pas voulu voter de motions condamnant la Chine sur la question des Ouïghours ni la Russie après l'invasion de l'Ukraine. A chaque fois, le PTB s'en sort par une pirouette en prônant la paix et la désescalade des conflits. « La diplomatie prévient et termine des guerres », peut-on lire dans son programme. Mais que compte faire le parti comme politique étrangère s'il était au pouvoir ?

1

## Sortir de l'Otan

C'est écrit noir sur blanc dans son programme : « Dans la lutte pour la paix, une alliance offensive comme l'Otan ne fait pas partie de la solution mais du problème. Nous avons besoin d'autres structures basées sur le principe de la sécurité collective. » David Pestieau, le directeur politique du PTB, affine la réflexion : « La question primordiale est celle-ci : est-ce que l'Otan offre une stratégie de défense satisfaisante pour l'Europe ? L'Otan, pilotée par les Etats-Unis, a défini un ennemi (la Russie) et un rival stratégique (la Chine). On n'est plus dans une organisation qui prétend défendre le territoire, mais une organisation d'expansion. La grosse différence entre l'Union européenne et l'Otan, c'est que la première est indépendante et la seconde génère une relation de domination, donc inégalitaire et construite pour les intérêts des Etats-Unis. Je ne suis pas en train de dire qu'il ne faut pas d'organisation supranationale - la Belgique, comme petit pays, a besoin d'alliés -, mais on veut une politique de défense, pas une politique de confrontation. »

Le PTB aimerait que l'Europe joue ce rôle, mais l'Europe de la défense n'est pas pour demain. Si la Belgique sort de l'Otan et que l'Union européenne n'a pas de capacités pour nous défendre, comment protéger notre pays ? Peut-on sortir de l'Otan sans une alternative en ordre de marche ? Une question qui se pose d'autant plus que le programme du PTB demande « une rationalisation des dépenses militaires, pas une augmentation ». « Les deux missions de l'Etat, c'est d'assurer la sécurité intérieure et extérieure. Soit je sors de l'Otan pour sortir d'une certaine philosophie mais j'assure moi-même ma défense, soit je rentre dans une autre alliance. Mais dire partout qu'il n'y a rien en politique de défense, il y a une certaine incohérence par rapport aux missions classiques de l'Etat », estime Pascal Delwit.

2

## Rester dans l'Union européenne tout en contestant ses règles

Si le discours est clair sur l'Otan (la sortie), il est plus pernicieux sur l'Union européenne. En théorie, le PTB veut rester dans l'Union européenne. Pas question donc d'imposer un Belxité. Le PTB veut même renforcer l'Europe. « On est dans une logique continentale », reconnaît David Pes-

tieau. Mais, un peu comme le principe de la « participoposition », le programme du parti prévoit de... ne pas respecter les règles de l'UE si elles sont trop contraignantes : refus de la taxe carbone européenne sur le chauffage et les carburants, se dégager des règles budgétaires de l'Union européenne, permettre les aides d'état et les monopoles (interdits par l'Union européenne). Il y a là comme un paradoxe : intégrer une fédération sans en jouer le jeu. « Il y a une incohérence entre le fait de prôner le fédéralisme européen (même de manière prudente) et le fait de vouloir sortir des traités de l'Union dès que l'un d'eux pose problème », corrobore Pascal Delwit.

« La Constitution belge est moins contraignante que les normes européennes car elle n'impose pas d'orientation économique », argumente David Pestieau. « Cependant, on ne va pas quitter l'Europe car elle ne nous plaît pas telle quelle. On va se battre pour changer ce qui ne va pas. Je suis pour un combat européen, mais un combat qui remet en cause le carcan dans lequel on nous enferme. Si on ne va pas à

*Je pense que l'Europe aurait tout intérêt à avoir des relations autant avec la Chine qu'avec les Etats-Unis, et à développer une politique de non-alignement*

David Pestieau  
Directeur politique du PTB

”

la confrontation avec l'Union européenne sur une série de problèmes, nous ne saurons pas réaliser toute une série de projets », continue le directeur politique du PTB. Et si l'Europe n'écoute pas les récalcitrants, le parti est prêt à aller plus loin : « Si on doit désobéir, on devra le faire. En politique, il faut savoir prendre des risques... sinon on arrête la politique. » Le PTB est prêt à assumer les sanctions éventuelles... même si le parti compte sur des soutiens d'autres pays pour faire basculer les choses et ne pas en arriver aux sanctions.

Selon Pascal Delwit, ce mépris des règles n'est pourtant pas dangereux pour l'Union. « On reste dans un cadre démocratique. Le débat doit être permis. On doit accepter que des acteurs contestent soit la structure institutionnelle de l'Union, soit les politiques publiques de l'Union. Même s'il y a certaines incohérences et inexactitudes dans leur discours, je ne vois pas cela comme dangereux. » Et si le PTB ne respecte pas certains traités ou règles, la Belgique peut-elle être virée de l'UE ? « Le droit européen prime sur le droit national », explique Pascal Delwit. « Mais à l'Europe comme dans un Etat, on applique les choses à la lumière de la réalité. En principe, vous ne pouvez pas être dans la zone euro si vous avez une dette publique supérieure à 60 % du PIB ou un déficit public supérieur à 3 %. Mais la plupart des Etats membres ont une dette ou un déficit supérieur. Il y a les traités et la pratique politique. » En somme : désobéir, jouer avec les limites en espérant une certaine tolérance de l'Union. Néanmoins, Pascal Delwit estime que « ce type de propos ne peuvent être tenus que par un acteur qui n'aspire pas aux responsabilités. Quand vous aspirez à l'exercice des responsabilités, vous pouvez dire que vous allez travailler à modifier les traités. Mais pas que vous voulez en sortir. Il y a une différence fondamentale ».

3

## Les relations internationales ne dépendent pas du caractère démocratique des pays

Si le PTB a condamné du bout des lèvres l'invasion russe, le parti n'a jamais dit de mal de la Chine. « Ce n'est pas parce qu'on conteste les Etats-Unis qu'on est dans le camp chinois ou russe. Je ne défends pas la Chine et la Russie », dit David Pestieau. « Ce n'est pas mon modèle. Mais je pense que l'Europe aurait tout intérêt à avoir des relations autant avec la Chine qu'avec les Etats-Unis, et à développer une politique de non-alignement. Comment discuter d'une politique climatique si on ne coopère pas avec les deux pays ? On ne va pas convaincre la Chine si on la traite toujours en ennemie. » Raoul Hedebouw va un cran plus loin. « On peut se demander si les Etats-Unis sont un plus grand danger pour l'ordre international que la Chine. Et, pour moi, la réponse est oui. La Chine n'a pas rasé l'Irak. Je n'apprécie pas pour autant le régime chinois ! »

A force de renvoyer dos à dos Chine et Etats-Unis, on en oublierait un critère différenciant essentiel entre les deux géants : la démocratie. C'est d'ailleurs le principal reproche adressé au PTB : une indulgence vis-à-vis de régimes autocratiques (Chine, Russie, Cuba, Venezuela) ou de mouvements terroristes (Hamas). Selon le PTB, la

nature d'un régime ne doit pas dicter les relations internationales et diplomatiques. Aucun adjuvant à la démocratie, donc. « Pour nous, il doit y avoir une non-ingérence dans les affaires internes des nations. Chaque pays décide lui-même de la voie démocratique qui lui convient. Je comprends les peuples du Sud qui se foutent de nos démocraties, et de son hypocrisie. Quand on voit les élections présidentielles aux Etats-Unis où ce sont deux milliardaires qui s'affrontent, on perçoit les limites de nos démocraties. Les nations européennes doivent être beaucoup plus humbles sur le concert des nations mondiales quand on voit que l'Europe a produit ce qui avait de pire avec le nazisme. On a peu de leçons à donner. Et en politique extérieure, le visage démocratique est également quelque chose qu'il faut nuancer. Le terrorisme d'Etat américain est un danger anti-démocratique pour le monde. C'est sans doute le pays le plus anti-démocratique en matière internationale. Il y a un lien entre l'anti-démocratie de l'Afrique ou de l'Amérique latine et les interventions américaines. Les assassinats de Lumumba ou d'Allende n'auraient pas été possibles sans la dictature internationale des pays occidentaux ! »



Cette opération séduction est surtout une manière de connecter le parti à un de ses publics cibles : la jeunesse. Pour ces jeunes militants, « le droit de vote n'est qu'une étape. Mais ce n'est pas normal que le citoyen ne puisse s'exprimer qu'une fois tous les cinq ans. On voudrait pouvoir intervenir davantage ».

© HATIM KAGHAT.

## Un respect strict des droits humains

Dans les faits, un état autoritaire se traduit surtout par une limitation des droits humains. Un état démocratique passe dans la case dictatoriale une fois que les minorités, les opposants ou les citoyens les plus faibles sont sujets à l'arbitraire, voire à l'oppression. Tout l'inverse de ce que prône le PTB. « La tentation autoritaire n'est pas du tout notre vision de la société. Nous, on veut une société qui bouillonne, avec des débats », argumente David Pes-

tieau.

Leur programme est très clair : lutte contre toute forme de discrimination, augmentation du soutien aux associations LGBTQIA+, une totale égalité entre hommes et femmes (le programme prévoit un plan en 35 points pour y arriver), garantie des droits fondamentaux de chacun, fourniture d'un statut légal aux journalistes et lanceurs d'alerte. S.VDV.